

Unité départementale de l'Oise  
283 rue de Clermont  
ZA La Vatine  
60000 BEAUVAIS

Beauvais, le 11/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **UCAC**

77 route de Picardie  
60190 AVRIGNY

Références : IC-R/0296/22-SLT/SL

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement UCAC implanté 77 route de Picardie 60190 AVRIGNY. L'inspection a été annoncée le 08/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UCAC
- 77 route de Picardie 60190 AVRIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0005100860
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société UCAC située à Avrigny exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solide, liquides et de produits agro-pharmaceutiques.

Les installations sur le site se décomposent de la façon suivante :

- 4 silos ;
- 2 séchoirs ;
- 2 magasins d'engrais solides ;
- 2 emplacements d'engrais liquides ;
- 1 magasin de produits agro-pharmaceutiques ;
- 1 bâtiment administratif ;
- 1 pont bascule, chaufferie, hangar.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1987, complété par les arrêtés du 26 juillet 2013 et du 23 juillet 2014.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites données à la visite d'inspection du 12/08/2021 et plus particulièrement le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/10/2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
PC n°1 : Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte
PC n°2 : Conformité ATEX	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription
PC n°5 : Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte
PC n°6 : Nettoyage du silo	Arrêté Ministériel du 29/04/2004, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription
PC n°7 : Phénomènes d'auto-échauffement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC n°3 : Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
PC n°4 : Découplage	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection porte sur les suites données à la précédente inspection réalisée le 12/08/2021.

Elle a permis de constater que l'exploitant a mis en place des actions pour lever les non-conformités relevées lors de la précédente visite d'inspection. Toutefois, des points restent à solder. La mise en demeure du 12/10/2021 ne peut donc pas être abrogée.

Il est proposé à madame la préfète un projet d'arrêté préfectoral portant astreinte administrative jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 12/10/2021.

Par ailleurs, des non-conformités ont été constatées sur les équipements situés en zone ATEX et le nettoyage du silo. Il est proposé à madame la préfète de mettre en demeure la société de respecter les prescriptions qui lui sont applicables.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : PC n°1 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li></ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection du 12/08/2021 :</u></p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques de mars 2021 faisait état de 127 non-conformités dont 99 récurrentes.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant ne disposait pas de l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds du silo.</p> <p>La société UCAC a été mise en demeure de lever les non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification des installations électriques et de fournir l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds du silo.</p> <p><u>Inspection du 21/06/2022 :</u></p> <p>- Installations électriques :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la société ENGIE est intervenue sur le site pour réaliser les travaux de mise en conformité des installations électriques.</p> <p>Le dernier rapport de vérification des installations électriques a été présenté (rapport APAVE du 07/04/2022). Le rapport mentionne 96 non-conformités dont 77 récurrentes.</p> <p>Par ailleurs, le certificat Q18 associé conclut à un risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p><b>Non-conformité : l'exploitant n'a pas procédé à la levée de la totalité des non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n'est donc pas respecté sur ce point.</b></p> <p>- Risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds :</p> <p>Par courrier électronique du 18/05/2022, l'exploitant a transmis les rapports APAVE suivants: "Prévention du risque de courants vagabonds" (rapport du 07/03/2022) et "Prévention du risque électrostatique" (rapport du 08/03/2022).</p>

Des observations sont formulées dans ces rapports. L'exploitant indique avoir contacté la société INEO pour procéder à la mise en conformité des installations. Les travaux doivent être programmés après juillet 2022.

L'exploitant a fourni l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds du silo. La mise en demeure est donc respectée sur ce point.

Des actions correctives doivent toutefois être réalisées afin de répondre aux observations relevées dans les rapports.

**Observations :** Suite à la réalisation des travaux prévus avec la société INEO, l'exploitant fournira les rapports de vérification levant les non-conformités formulées sur les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Nom du point de contrôle :** PC n°2 : Conformité ATEX

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Explosion

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

[...]

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;

- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;

- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

**Constats :**

Inspection du 12/08/2021 :

Lors de la visite du site, il avait été constaté que les différents boîtiers et dispositifs électriques du silo GAMM ne portaient pas de marquage ATEX. Le plan des zones ATEX n'ayant pas été fourni lors

de l'inspection, il n'avait pas été possible d'établir la conformité des installations.

Il avait été demandé à l'exploitant de fournir la liste des appareils et systèmes localisés en zone ATEX pouvant être à l'origine d'une explosion et l'ensemble des éléments justifiant du respect du 4e alinéa de l'article 9 de l'arrêté du 29 mars 2004.

Inspection du 20/06/2022 :

Par mail du 18/05/2022, l'exploitant a transmis un rapport de l'APAVE du 02/03/2022 portant sur l'évaluation de l'adéquation des matériels électriques en zone ATEX. Ce rapport mentionne plusieurs observations portant notamment sur l'absence de marquage du matériel, la présence de matériel non adapté aux zones ATEX ou la présence de poussière.

**Non-conformité : l'exploitant n'a pas pris des mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou n'assure pas le maintien dans le temps de leurs performances.**

Suite à la réception de ce rapport, l'exploitant indique avoir contacté Coop de France afin d'analyser le rapport rédigé par l'APAVE et d'étudier la possibilité de modifier certaines installations afin de déclasser les zones ATEX.

**Observations :** La modification des installations pourrait conduire à une augmentation des risques identifiés dans l'étude des dangers (EDD) du site. Toute modification réalisée sur les installations devra faire l'objet d'une analyse avec les éléments relevés dans l'EDD et être portée à la connaissance du préfet conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** PC n°3 : Installations de protection contre la foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Foudre

**Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

**Constats :**

Inspection du 12/08/2021 :

L'exploitant avait présenté un rapport de vérification des installations foudre datant de 2018. L'exploitant ne respectait donc pas la périodicité de contrôle des dispositifs de protection contre la foudre fixée à l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

La société UCAC a été mise en demeure de faire réaliser une vérification complète des installations de protection contre la foudre par un organisme compétent.



Inspection du 21/06/2022 :

Par courrier du 12/10/2021, l'exploitant a fourni un rapport de contrôle réalisé par la société BCM Foudre le 24/09/2021. Ce rapport concluait au bon état de l'installation, toutefois certaines parties de l'installation n'avaient pas été contrôlées (le local FREE présent sur le site n'avait pas été vérifié).

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de vérification complète réalisé par la société BCM Foudre le 27/04/2022. La vérification a porté sur l'ensemble du site et ne mentionne pas de non-conformité.

La mise en demeure est donc respectée sur ce point.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** PC n°4 : Découplage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Explosion

**Prescription contrôlée :**

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Pour le silo GAMM :

- Porte métallique entre RDC de la tour et galerie sous cellule
- plancher béton entre les étages

Pour assurer le découplage des galeries enterrées non éventables avec les autres volumes des silos, l'exploitant s'assure que les découplages entre les tours et les galeries enterrées sont en place de façon à stopper une explosion se produisant dans la tour et se propageant vers la galerie, et à laisser passer une explosion se produisant dans la galerie enterrée vers la tour.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des postes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichée.

**Constats :**

Inspection du 12/08/2021 :

L'inspection avait permis de constater la présence d'un plancher béton entre le RDC et le 1er étage de la tour de manutention du silo GAMM. Toutefois, du 1er étage jusqu'à la galerie supérieure les planchers sont uniquement métalliques.

Suite à l'inspection, l'exploitant avait transmis une révision de l'étude des dangers (EDD) du site réalisée en 2017. Cette révision tient compte des planchers métalliques.

Entre le RDC de la tour et la galerie sous cellule, il avait été constaté la présence de 2 portes :

- 1 porte s'ouvrant de la galerie vers la tour,
- 1 porte s'ouvrant de la tour vers la galerie.

L'obligation de maintenir les portes fermées n'était pas affichée sur la porte de découplage entre la tour et la galerie enterrée.

Par ailleurs, dans le cadre d'une explosion se produisant dans la galerie inférieure, les portes doivent laisser passer l'explosion vers la tour. Toutefois, du fait de la présence d'une porte s'ouvrant de la tour vers la galerie, l'exploitant n'avait pas été en mesure d'apporter les justificatifs garantissant le passage de l'explosion de la galerie vers la tour.

Inspection du 21/06/2022 :

L'analyse de l'EDD révisée montre que les effets d'une explosion ne sont pas augmentés en prenant en compte l'explosion de la tour de manutention dans sa globalité.

Les modifications mentionnées dans l'EDD feront l'objet d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

La visite du site a permis de constater la mise en place de l'affichage sur la porte de l'obligation de la maintenir fermée.

Par mail du 18/05/2022, l'exploitant a transmis une étude de fragilisation de la porte réalisée par la société CERES le 05/11/2021 en indiquant que les travaux de modification doivent être réalisés en mai. Les travaux consistent à mettre en place des panneaux soufflables sur la porte dont la tenue est de l'ordre de 100 mbar. La visite du site a permis de constater la réalisation des travaux préconisés.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** PC n°5 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
  - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
  - les mesures de protection définies à l'article 10 ;
  - les moyens de lutte contre l'incendie ;
  - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
  - la procédure d'inertage ;
  - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

**Constats :**

Inspection du 12/08/2021 :

Il avait été constaté que la tour de manutention du silo GAMM comporte un exutoire de fumée. Le dernier contrôle avait été réalisé en juillet 2017.

La société UCAC a été mise en demeure de réaliser la vérification des installations de désenfumage.



Aucune des personnes présentes lors de l'inspection n'avait connaissance de l'utilisation de la mousse à haut foisonnement, ni des moyens à mettre en œuvre pour appliquer la procédure d'intervention (moyens pour rendre la cellule étanche, approvisionnement en azote, modalités d'injection de l'azote...). Le personnel n'était donc pas entraîné à l'application des procédures.

La société UCAC a été mise en demeure de mettre en place une organisation opérationnelle et d'assurer la disponibilité de l'ensemble des moyens définis dans la procédure d'inertage.

Inspection du 21/06/2022 :

L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification du système de désenfumage (rapport de la société SIFRRAP du 9/11/2021). Le rapport ne mentionne pas de non-conformité.

La mise en demeure est donc respectée sur ce point.

L'exploitant a présenté la procédure d'intervention en cas de sinistre mise à jour le 08/10/2021.

La procédure comporte l'ensemble des éléments attendus. L'exploitant indique que l'azote nécessaire à la procédure d'inertage est fourni par la société PRAXAIR située à Creil (avec un délai de livraison de 10h).

Par ailleurs, l'exploitant précise que la mise en œuvre des moyens d'intervention n'est pas réalisée par le personnel du site (hormis l'utilisation des extincteurs) mais par les services de secours.

Toutefois, la procédure fait référence à la production de mousse à haut foisonnement en partie haute de la cellule dans certaines circonstances. Cette disposition est issue de l'étude de danger initiale du site. L'exploitant n'est pas en mesure d'apporter les éléments sur la mise en œuvre effective de ce dispositif (absence d'émulseur sur le site).

**Non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer la disponibilité de l'ensemble des moyens définis dans la procédure d'inertage. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n'est donc pas respecté sur ce point.**

**Observations :** La mise en œuvre des moyens d'intervention repose en grande partie sur les services de secours. Il serait donc pertinent de programmer un exercice avec le SDIS afin de vérifier que la procédure est adaptée au site.

Des éléments sont également attendus sur la mise en œuvre de la production de mousse à haut foisonnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Nom du point de contrôle :** PC n°6 : Nettoyage du silo

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/04/2004, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Explosion

**Prescription contrôlée :**

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

**Constats :**Inspection du 12/08/2021 :

L'exploitant avait présenté le registre de nettoyage. Pour certaines parties du silo, l'exploitant a fixé la périodicité de nettoyage à 2 fois par mois. Toutefois, le registre est complété par des croix et lorsque plusieurs nettoyages sont prévus une seule croix apparaît dans le registre.

Il avait donc été demandé à l'exploitant d'améliorer la traçabilité des nettoyages réalisés.

Lors de la visite, des balais avaient été vus dans les niveaux supérieurs de la tour de manutention.

La société UCAC a été mise en demeure de supprimer l'usage du balai, ou en cas d'usage exceptionnel, de l'encadrer par une consigne particulière.

Par ailleurs, il avait été constaté que les équipements non situés au sol (tuyauteries, coffrets, ...), n'étaient pas convenablement nettoyés. En effet, une couche de poussière importante avait été constatée sur les installations. En particulier, les plaques d'identification des dispositifs n'étaient pas lisibles.

Il avait donc été demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour assurer un nettoyage de l'ensemble des installations du silo.

Inspection du 21/06/2022 :

L'exploitant a présenté le registre de nettoyage mis à jour. La trame du registre est identique pour l'ensemble des silos du site.

Comme indiqué lors de la précédente inspection, la périodicité de nettoyage de certaines parties du silo ne semble pas être respectée. La fréquence de nettoyage étant fixée par l'exploitant, il n'est pas proposé de suite. Toutefois, il est demandé à l'exploitant de définir des fréquences de nettoyage qui soient adaptées au site, selon les niveaux d'empoussièrement des zones.

L'usage du balai est précisé en bas de page du registre. L'exploitant indique qu'une réunion moisson est organisée en début de saison pour l'ensemble du personnel y compris les intérimaires. Lors de cette réunion, un point sur l'usage du balai est réalisé.

Lors de la visite du site, il a été constaté que les sols étaient correctement nettoyés, toutefois certaines installations comportent une couche importante de poussière.

La présence de poussière étant mentionnée dans le rapport d'évaluation de l'adéquation des matériels électriques en zone ATEX (voir point de contrôle n°2), le risque d'explosion est donc augmenté.

**Non-conformité : l'exploitant ne procède pas à un nettoyage régulier du silo en débarrassant les poussières recouvrant les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.**

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** PC n°7 : Phénomènes d'auto-échauffement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.  La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.  Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
<b>Constats :</b> <u>Inspection du 12/08/2021 :</u> Il avait été constaté qu'aucune procédure d'intervention n'était rédigée. La société UCAC a été mise en demeure de rédiger les procédures d'intervention en cas de phénomènes d'auto-échauffement.  <u>Inspection du 21/06/2022 :</u> Par courrier du 12/10/2021, l'exploitant a transmis une procédure d'intervention en cas de phénomène d'auto-échauffement. Cette procédure est mise en place en cas d'un dépassement de température du grain de plus de 70°C. La production de mousse à haut foisonnement et l'utilisation d'appareils respiratoires est évoquées dans certaines situation, toutefois ces éléments ne sont pas disponibles sur le site.  <b>Non-conformité : La procédure d'intervention en cas de phénomène d'auto-échauffement présentée n'est pas applicable. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n'est donc pas respecté sur ce point.</b>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte